

et queue de poison sur les pesticides

PAULINE MOULLOT

Le RN, qui s'est posé lors de la crise de début 2024 en défenseur des agriculteurs les plus productivistes, a viré d'une position antipesticides à une défense absolue des produits chimiques.

Entre retournements de vestes et discours dignes d'un «en même temps» des débuts macroniens, difficile de cerner une ligne claire du parti d'extrême droite sur l'agriculture au-delà du «localisme» vanté pendant des années. Jusqu'à un ultime virage cet hiver. Le RN, qui a accentué son discours populiste lors de la campagne agricole du début d'année, s'est posé en défenseur des agriculteurs les plus productivistes quitte à sacrifier l'environnement. Mouvante il y a quelques années, sa ligne sur les pesticides est désormais très clairement contre l'interdiction de ces molécules. Au point d'en faire l'un des symboles de «l'écologie punitive» tancée par le président du parti, Jordan Bardella. «Saloperie». «Ils ont complètement changé leur fusil d'épaule depuis 2017. Leur position, c'est de faire feu de tous les mécontentements, donc aujourd'hui ils reprennent les positions de la FNSEA et voient les pesticides comme des moyens de production», analyse François Veillerette, porte-parole de Générations futures qui a recensé en amont des législatives anticipées les différents votes des groupes politiques sur les sujets de biodiversité et de pesticides. En 2017, l'UE vient de réautoriser le glyphosate, qu'Emmanuel Macron s'est engagé à interdire sous trois ans en France (une promesse reniée). Si, déjà, les cadres du RN alertent sur la nécessité de trouver des solutions de remplacement à l'herbicide controversé, Marine Le Pen regrette que l'homologation soit «renouvelable», et qualifie au passage Monsanto «d'entreprise criminelle [qui continue à] vendre [son] poison». Le pesticide est même qualifié de «saloperie» par Bardella en 2018. Changement de ton cette année, alors que le glyphosate vient de nouveau de voir son autorisation prolongée pour dix ans. «Je ne veux pas d'une écologie qui interdit quand il n'y a pas de plan B», soutient le même Bardella. Même tergiversation sur les néonicotinoïdes, ces insecticides dits tueurs d'abeille, dont l'interdiction en 2018 réjouit dans un premier temps le parti d'extrême droite, qui vote finalement pour leur réautorisation deux ans plus tard. En février 2023, alors que l'Europe les prohibe définitivement, les députés RN déposent une proposition de loi pour les permettre malgré tout. «Ils ont reviré à ce moment-là», analyse Sandy Olivar Calvo, chargée de campagne agriculture pour Greenpeace. «Aucune boussole». Cet hiver, à l'unisson des conservateurs, le RN fait sien le slogan de la FNSEA, «pas d'interdiction sans solution». Depuis 2022, le député Grégoire de Fournas, viticulteur en Gironde et chargé des questions agricoles pour le parti, défend sans relâche les pesticides. En commission d'enquête parlementaire en juillet 2023, il ose le parallèle entre les pesticides et «certains médicaments à destination des humains [] dont l'utilisation raisonnée ne fait pas débat» et fustige le Nodu, l'indicateur du plan de réduction des pesticides Ecophyto dont les agriculteurs productivistes finiront par avoir la peau à l'issue de la crise agricole. Après les nombreuses concessions du gouvernement, le RN se félicite d'ailleurs d'une «victoire idéologique». Pas à une contradiction près, le RN répète à la veille du Salon de l'agriculture 2024 sa promesse de 2022, celle d'un «plan de soutien pour l'agriculture biologique». Pourtant, quelques mois plus tôt, lors du vote transpartisan d'un amendement pour soutenir la filière, les sept députés présents (sur 88 élus) s'étaient abstenus. Lors du dernier scrutin européen, la principale

promesse agricole de la liste menée par Jordan Bardella était la fin du Pacte vert (qui prévoit pourtant de passer à 25 % de surfaces en bio). Quasiment aucune mesure agricole de ce texte honni par les conservateurs et devenu la bête noire des syndicats productivistes, n'est pourtant entrée en vigueur. En novembre 2023, le groupe RN s'est félicité du rejet du règlement sur les pesticides, appelant la Commission à «mettre un terme à l'inflation normative environnementale» et «à sa dérive environnementaliste.» «Ils n'ont aucune boussole politique. Ils ont changé de braquet pour justifier des politiques de repli sur soi, tance Sandy Olivar Calvo. Mais ce n'est pas en faisant des zigzags qu'on va soutenir des producteurs qui, justement, demandaient un cap pour l'agriculture cet hiver.»